



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP V3 SCUS - du 27 septembre 2021)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Rectorat de l'académie de Nantes

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

M. le Recteur de l'académie de Nantes et de la région académique des Pays de la Loire
Service des constructions universitaires (SCUS)
8, rue du Général Margueritte
BP 72616
44326 NANTES Cedex 03

Objet du marché

Réhabilitation thermique du bâtiment R de l'ENSAM à Angers

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-travaux) applicables aux marchés publics de travaux pour la réhabilitation thermique du bâtiment Physique Chimie de l'UFR Sciences et techniques à l'université du Mans est celui issu de l'arrêté du 8 septembre 2009 - NOR: ECEM0916617A publié au JO du 1er octobre 2009 ainsi que l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le présent CCAP comporte 40 pages

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

| | Pages |
|--|-----------|
| ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES | 4 |
| 1-1. Objet du marché | 4 |
| 1-2. Décomposition en tranches et en lots | 4 |
| 1-3. Intervenants et forme des notifications | 5 |
| 1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité | 8 |
| 1-5. Contrôle des coûts de revient | 8 |
| 1-6. Dispositions générales | 8 |
| 1-7. Clauses de réexamen du marché public | 12 |
| ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 12 |
| ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES | 13 |
| 3-1. Tranche(s) optionnelle(s) | 13 |
| 3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes | 14 |
| 3-3. Variation dans les prix | 20 |
| 3-4. Modalités particulières de paiement | 22 |
| 3-5. Augmentation du montant des travaux | 24 |
| ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES | 24 |
| 4-1. Délai de préparation et d'exécution | 24 |
| 4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots | 25 |
| 4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance | 25 |
| 4-4. Autres pénalités | 26 |
| ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE | 27 |
| 5-1. Retenue de garantie | 27 |
| 5-2. Avances | 28 |
| ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS | 29 |
| 6-1. Provenance des matériaux et produits | 29 |
| 6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits | 29 |
| 6-3. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage. | 29 |
| ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES | 29 |
| 7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux | 29 |
| ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX | 30 |
| 8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux | 30 |
| 8-2. Etudes d'exécution des ouvrages | 31 |
| 8-3. Réunions de chantiers | 33 |
| 8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément | 34 |
| 8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers | 34 |
| 8-5. Registre de chantier | 36 |

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX..... | 37 |
| 9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux..... | 37 |
| 9-2. Réception..... | 37 |
| 9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage | 37 |
| 9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages | 38 |
| 9-5. Documents fournis après exécution | 38 |
| 9-6. Délai de garantie..... | 38 |
| 9-7. Garanties particulières..... | 38 |
| ARTICLE 10. RESILIATION | 38 |
| ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D’INSERTION | 39 |
| ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX..... | 39 |

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux de réhabilitation thermique du bâtiment R de l'Ecole nationale Supérieure des Arts et Métiers d'Angers.

Le bâtiment de 1995, ERP de type R de 3ème catégorie en R+2, a une surface de 6 131m² (SU 5 433 m²), dans une zone de type « site patrimonial remarquable ».

Il comprend 20 salles d'enseignement, 5 salle de laboratoire dont de la recherche, un amphithéâtre de 300 places et des bureaux.

L'opération consiste à refaire l'enveloppe, l'éclairage de la rue intérieure, la réhabilitation de la sous station de chauffage et la ventilation en tenant compte du décret tertiaire. Elle comprend une nouvelle enveloppe (façade, menuiseries, étanchéité en toiture dont une verrière), le pilotage par GTB, des interventions de mise aux normes électriques et du SSI.

Les travaux se déroulent en site occupé.

Cette opération est inscrite au plan de relance pour la rénovation énergétique des bâtiments publics de l'Etat. Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Le lieu d'exécution des prestations est les suivants :

ENSAM (Arts et Métiers)
2 boulevard du Ronceray
49035 Angers

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte **une tranche ferme et 3 tranches optionnelles** définies comme suit :

- **Tranche ferme (TF) : Réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment R**
- **Tranche optionnelle n° 1 (TO1) : Réhabilitation de la sous station de chauffage du bâtiment R**
- **Tranche optionnelle n° 2 (TO2) : Echange CTA de l'amphithéâtre**
- **Tranche optionnelle n° 3 (TO3) : Echange CTA en toiture**

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 6 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

| Désignation des lots | |
|----------------------|---|
| Lot 01 | Etanchéité |
| Lot 02 | Menuiseries extérieures aluminium |
| Lot 03 | Bardage métallique |
| Lot 04 | Plafonds suspendus |
| Lot 05 | Electricité courants forts et faibles |
| Lot 06 | Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) |

Les travaux sont répartis par tranches comme suit :

| Lot | Tranches | | | |
|-----------|----------|-----|-----|-----|
| 01 | TF | | | |
| 02 | TF | | | |
| 03 | TF | | | |
| 04 | TF | | | |
| 05 | TF | | | TO3 |
| 06 | TF | TO1 | TO2 | TO3 |

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Maître d'ouvrage et représentant du pouvoir adjudicataire

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par le Rectorat de l'académie de Nantes, Service des constructions universitaires (SCUS) 8, rue du Général Margueritte - BP 72616 - 44326 NANTES Cedex 03.

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par Monsieur le Recteur de l'académie de Nantes et de la région académique des Pays de la Loire, ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14.1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art.3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 12.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 13.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art.13.4.2) ;
- La réception du décompte général. (CCAG art. 13.4.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2).

1-3.2. Exploitant – Utilisateur

L'utilisateur ou exploitant est représenté par : Julien ROTURIER
Responsable du service Patrimoine - Tel : 02 41 20 73 55 (Bureau)

Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM)

1-3.3. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

| Noms | Compétences | Villes |
|---|---|--------------|
| EDIFICES ARCHITECTES (Mandataire) | Architecte | ANGERS (49) |
| TECHNIQUES ET CHANTIERS | Économiste - OPC | ANGERS (49) |
| ISOCRATE | BET Thermique et traitement de l'air BET Fluides courants forts et faibles Coordination SSI | NANTES (44) |
| EVEN STRUCTURE | BET Structure | ANGERS (49) |
| DB ACOUSTIC | Acoustique | TRELAZE (49) |

Il est chargé d'une mission comprenant :

Les études de diagnostic et Avant Projet Sommaire (DIA-APS) ;
Les études d'Avant Projet Définitif (APD)
Les études de projet (PRO) ;
L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et les études d'exécution (EXE) suivantes :
Etudes d'exécutions des lots fluides et études de synthèse
L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;
L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC) ;
- Simulation thermique Dynamique (STD) ;
- Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.4. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La mission d'Ordonnancement, de Coordination et de Pilotage du Chantier est confiée à la maîtrise d'œuvre. Elle est assurée par :

TECHNIQUES ET CHANTIERS

72 boulevard de Strasbourg – 49000 ANGERS

Tel : 02.41.66.14.31 – représenté par JP Mary. jph.mary@techniquesetchantiers.fr

1-3.5. Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle est assuré par :

ALPES CONTROLES

Carré de Couëron
57 rue des Vignerons
44220 COUËRON
Standard 02 85 52 30 49

Madame THOMAS est désignée comme contrôleuse technique.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

- mission L (solidité ouvrages et équipements indissociables)
- mission S (sécurité des personnes dans les constructions)
- mission PS (sécurité des personnes en cas de séisme)
- mission P1 (solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés)
- mission Ph (isolation acoustique)
- mission Th (isolation thermique et économies d'énergie)
- mission Hand (accessibilité des constructions pour les personnes handicapés)
- mission LE (solidité des existants)
- mission Av (stabilité des ouvrages avoisinants)
- mission GTB (gestion technique des bâtiments)
- mission SSI (Système de Sécurité Incendie)

Missions complémentaires incluses au présent marché :

- Attestation de prise en compte du risque parasismique (stade PC)
- Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées (ATT Hand) ;
- Attestation finale relative aux économies d'énergie (ATT PH) .
- Vérification initiale des installations électriques défini à l'article R4226-14 du code du travail établi par un organisme accrédité au sens de l'arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'accréditation des organismes chargés des vérifications initiales des installations électriques et sur demande de l'inspection du travail.
- Diagnostic de performance énergétique établi par une personne répondant aux conditions de l'article L. 271-6 du décret n° 2006-1147 et de ses textes d'application tel que défini au Décret n° 2006-1147 du 14 septembre 2006 modifié.

1-3.5. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

COBATI

23 ter rue de l'Aubrais
44118 La Chevrolière
Tel 0251719349

M LACONO est désigné comme "coordonnateur SPS".

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.8. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la

diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties

anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssent) une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 18.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Le marché pourra être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Les clauses de réexamen du marché public, dans le respect du délai global d'exécution des travaux, il est fait application des articles R2194-1 et L2194-1 du CCP pour tous les lots, en particulier pour les options ou PSE retenues., seront les suivantes dans les cas où :

- Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont d'un montant ne modifiant pas la mise en concurrence ;
- Un événement imprévisible, extérieur aux parties, bouleverse temporairement l'équilibre économique du contrat administratif.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A – PIÈCES PARTICULIÈRES

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, assorti des documents ci-après :
 - Les plans et pièces graphiques ;
 - Les pièces annexes (cf. sommaire du DCE) ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) complété et signé par le titulaire ;
- Le calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4-1.2 du présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- La note OPC comprenant le plan d'installation de chantier ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le RICT (Rapport Initial de Contrôle Technique) du projet.

B – PIÈCES GÉNÉRALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2 ci-après :

- Les normes nationales transposant des normes européennes ;
- Les évaluations techniques européennes ;
- Les spécifications techniques communes ;
- Les normes internationales ;
- Les autres référentiels techniques élaborés par les organismes européens de normalisation ou, en leur absence, les normes nationales, les agréments techniques nationaux ou les spécifications techniques nationales en matière de conception, de calcul et de réalisation des ouvrages et d'utilisation des fournitures.

La définition des normes ou autres documents mentionnés ci-dessus est publiée au Journal officiel de la République française ;

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux approuvés par l'arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié (CCAG).
- Cahier des Clauses techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil approuvés par l'arrêté du 30 mai 2012 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié (CCTG).

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Le marché comporte une tranche ferme et 3 tranches optionnelles définies comme suit :

Tranche ferme : Réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment R

Tranche optionnelle n° 1 (TO1) : Réhabilitation de la sous station de chauffage du bâtiment R

Tranche optionnelle n° 2 (TO2) : Echange CTA de l'amphithéâtre

Tranche optionnelle n° 3 (TO3) : Echange CTA en toiture

Les travaux sont répartis par tranches comme suit :

| Désignation des lots | | Répartition en tranches | | | |
|----------------------|---|-------------------------|-----|-----|-----|
| Lot 01 | Etanchéité | TF | | | |
| Lot 02 | Menuiseries extérieures aluminium | TF | | | |
| Lot 03 | Bardage métallique | TF | | | |
| Lot 04 | Plafonds suspendus | TF | | | |
| Lot 05 | Electricité courants forts et faibles | TF | | | TO3 |
| Lot 06 | Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) | TF | TO1 | TO2 | TO3 |

3-1.1. délais limites de notification

Les délais limites de notification par ordres de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

| Tranche | Délai |
|----------------------|---------|
| Optionnelle 1 | 12 mois |
| Optionnelle 2 | 12 mois |
| Optionnelle 3 | 12 mois |

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG, en cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

3-1.2. indemnité de dédit

Sans objet.

3-1.3. indemnité d'attente

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- 10 jours d'intempéries

- 5 jours d'examens universitaires (avec un délai d'information minimum de 10 jours)

- Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de dessertes en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux, avec un établissement en fonctionnement permanent durant les jours ouvrables.
- Apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre, etc....,
- Contrôlé les indications des documents du dossier,
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître -d'œuvre et auprès de tous services ou autorités compétents.:
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-2.8 ci-après ;
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner la livraison des ouvrages cités à l'article 3 de l'acte d'engagement ;

- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1-2 ci-dessus ;
- En tenant compte des dépenses communes de chantier, si de telles dépenses sont prévues au 3-2.8 ci-après ;
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes :

| | Intensité limite |
|------------------------------------|---|
| Nature du phénomène | |
| Vent | Supérieur ou égal à 70 km/h |
| Gelée | Température de – 5° C la nuit ou de - 2° C à 8 heures sous abris. |
| Humidité du complexe ou du support | |
| Pluie | 5 mm de pluie par 24/h |
| Neige | 2 cm de neige |

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :
Centre météorologique : ANGERS-BEAUCOUZE (49)

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
 - * Nombre de jours de gel à -10° constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-dessus et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - * La hauteur cumulée des précipitations mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-dessus et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - * La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-dessus et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
 - * La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-dessus et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global forfaitaire.

En l'absence de la décision prévue à l'article 15.4.2 et par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

3-2.4. Prestations en régie

Il n'est pas prévu de prestations en régie.

3-2.5. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- Les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.
- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1 et 13.2 du CCAG.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RPA n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 13.4.2 du CCAG, par dérogation au 13.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RPA d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RPA dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée et sous format papier en 3 exemplaires.

A – Facturation sous forme électronique après accord du Rectorat

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

Seulement après accord du maître d'ouvrage, les entreprises non encore soumises au caractère obligatoire de la transmission dématérialisée pourront cependant y adhérer volontairement par anticipation via le portail Chorus Pro. Ce choix sera dans ce cas définitif pour toute la durée d'exécution du marché.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le document "Modèle d'état d'acompte Rectorat" qui sera transmis pendant la période de préparation de chantier, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque projet de décompte pour en faciliter le traitement.

B – Facturation sous format papier

Les factures sous format papier devront comporter, outre les mentions légales le numéro de marché.

Les factures seront à transmettre au maître d'œuvre (EDIFICES architectes) avec les dispositions suivantes :

Les situations seront diffusées par les entreprises à l'OPC (Techniques et Chantiers) par voie de messagerie pour valider l'avancement puis, une fois validées, transmises au mandataire de la maîtrise d'œuvre par courriel en PDF vers le 25 du mois ou à proximité de cette échéance durant les réunions de chantier.

Une fois validées par la maîtrise d'œuvre, les situations sont transmises par voie postale par les entreprises en 3 exemplaires papier dont 1 original, avec copie de la validation de l'OPC sur laquelle figurera le montant validé entre le 20 e le 25 du mois concerné.

Les états d'avancement de chacun des cotraitants ou sous-traitant seront également visés par l'OPC et le mandataire de la maîtrise d'œuvre EDIFICES architectes.

"Les demandes d'avancement des travaux, devront comporter les indications suivantes : NOM et Adresse du DOSSIER :

N° du LOT : ..., Avancement du mois de :, N° de la situation.

La maîtrise d'œuvre vérifie les projets de décompte mensuel de l'entreprise à compter de sa date de réception et établie ensuite l'état d'acompte (suivant le modèle fourni par le maître d'ouvrage) qu'il diffusera en trois exemplaires papier pour mise en paiement au Rectorat de Nantes, Service des constructions universitaires, 8 rue du Général Margueritte, BP 72 616, 44 326 Nantes Cdx 3.

Nota : la situation devra reprendre la décomposition du DPGF et mentionner l'avancement cumulé mois m et antérieur mois m-1 en % et % avancement du mois et montant HT du mois. Un total général devant faire mention du montant global du marché, du montant total d'avancement de la situation."

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage dans le cas du décompte final.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'œuvre.

Par dérogation de l'article 13.2.2 du CCAG travaux, il n'est pas tenu compte du délai de 7 jours précisé à cet article et de la procédure qui en découle.

Pour l'application des articles 13.1 et 13.2 du CCAG, le montant du décompte mensuel ne peut pas dépasser 95 % du montant du marché tant que la réception n'est pas prononcée sans réserves au titre de l'article 41.5.

Pour l'application des articles 13.1 et 13.2 du CCAG, le montant du décompte ne peut pas dépasser 98 % du montant du marché tant que la réception n'est pas prononcée sans réserves au titre de l'article 41.6.

Pour l'application de l'article 13.3 : Demande de paiement finale du CCAG travaux,

- si une réception a été prononcée avec des réserves dans le cadre de l'article 41.5, l'émission de la demande de paiement finale ne pourra avoir lieu qu'à l'issue de la levée des réserves prescrites au titre de l'article 41.5.

- si une réception a été prononcée avec des réserves dans le cadre de l'article 41.6, l'émission de la demande de paiement finale ne pourra avoir lieu qu'à l'issue de la levée des réserves prescrites au titre de l'article 41.6.

Dans ces deux cas, la date de notification de la décision de levée de réserves citée à l'article 13.3.2 se substitue à la date de notification de la décision de réception des travaux par dérogation.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG travaux, le RPA n'est pas tenu par le délai de 10 jours indiqué à cet article.

3-2.7. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Pour l'application de l'article 10.1 du CCAG, les dispositions suivantes sont retenues :

Prescriptions générales concernant les équipements de chantier :

Le Maître d'œuvre fixe la date d'installation des équipements de chantier en fonction de l'avancement. Sauf ordre contraire du Maître d'œuvre, le maintien de ces équipements est dû jusqu'à la réception des travaux de chaque tranche fonctionnelle.

Après simple mise en demeure d'exécuter la prestation non suivie d'effet par l'entreprise concernée, le Maître d'œuvre peut faire exécuter par une autre entreprise de son choix (extérieure au chantier si besoin), au frais de l'entreprise défaillante, c'est-à-dire par déduction sur les sommes qui lui sont dues par le Maître d'ouvrage.

Suivant les cas et pour chaque équipement :

- l'entretien et le nettoyage régulier,
 - le démontage et l'évacuation en fin d'utilisation,
 - la remise en état des lieux à l'identique de l'état initial,
- sont dus par l'entreprise chargée de la prestation en cause.

A. Dépenses d'équipement de chantier

A.1. Prestations extérieures aux bâtiments

Les voies de circulation et les branchements nécessaires au chantier sont réputés exister et être utilisables.

Les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux (clôtures, aires de stockage, panneaux de chantier, installations de chantier visées au 8-4.1 du présent CCAP, installations communes d'hygiène et repli des installations, sont à la charge **du lot n° 01 – Etanchéité**.

Ces dispositions sont également applicables aux voies de circulation et branchements lorsque ceux-ci n'existent pas ou sont inutilisables.

A.2. Equipement des bâtiments proprement dits

A.2.1. Cas général

Les installations existantes sont réputées utilisables sauf potentiellement suivant nécessités impondérables liées aux travaux afin de garantir la sécurité des entreprises et des occupants.

Les documents particuliers du marché précisent, le cas échéant, les contraintes d'utilisation et des installations que les intervenants ne sont pas autorisés à utiliser.

Si des installations nécessaires à l'exécution des travaux doivent être réalisées, ou lorsque les installations existantes ne peuvent être utilisées en l'état et doivent être aménagées ou complétées,

chaque corps d'état prendra en charge la partie de prestation relevant de son lot.

Dans le cas particulier où, d'une part les branchements existent d'autre part les compteurs d'eau et d'électricité font défaut, l'installation de ceux-ci est à la charge de la ou des entreprises des lots spécialisés correspondants.

Dans les cas où les prestations indiquées dans les paragraphes ci-dessus ne relèvent d'aucun lot intervenant sur le chantier, elles sont exécutées au titre du compte prorata.

A.2.2. Cas particulier des dispositifs de sécurité sur le chantier

Chaque intervenant fournit et met en place les dispositifs de sécurité afférents aux travaux qu'il exécute.

L'intervenant qui, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un intervenant pour ses propres prestations, ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

A.3. Entretien

A.3.1. Installations existantes, mises à disposition des entreprises

Les dépenses d'entretien relatives aux installations existantes mises à la disposition des entreprises sont portées au débit du compte prorata.

A.3.2. Installations provisoires mises en place par les entreprises

Le maintien en état de fonctionnement des installations citées aux A.1. et A.2. ci-dessus, est effectué et pris en charge par l'entreprise qui les a réalisées.

B. Dépenses de fonctionnement

B.1. Dépenses de consommation

B.1.1. Dépenses réalisées à partir des installations existantes mises à la disposition des entreprises par le maître d'ouvrage

Les dépenses afférentes aux consommations des fluides et énergies nécessaires aux installations de chantier sont portées au débit du compte prorata.

B.1.2. Dépenses réalisées à partir des installations provisoires mises en place par les entreprises

Les consommations téléphoniques sont mises à la charge des entreprises utilisatrices.

Les dépenses de fluides et d'énergies nécessaires aux épreuves ou essais sont facturées au titulaire du lot qui a fait l'objet des épreuves ou essais.

Les autres dépenses sont portées au débit du compte prorata.

B.2. Dépenses d'exploitation

Sauf accord différent entre les titulaires, ces dépenses (essentiellement nettoyage du bureau de chantier, des installations communes d'hygiène, réparation ou remplacement de fournitures ou parties d'ouvrage détériorées ou détournées lorsque le responsable ne peut être déterminé, gardiennage, etc.) sont portées au débit du compte prorata.

B.3. Prestations diverses

Les trous, scellements et raccords, nettoyage et remise en état sont exécutés ou pris en charge par chaque intervenant des divers corps d'état intéressés.

Chaque titulaire **d'un lot** a la charge du tri de ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur et de leur évacuation jusqu'aux lieux de stockages temporaires fixés par le SOPRE ;

Le titulaire **du lot n° 01 - Etanchéité** assure le stockage temporaire, l'évacuation et l'élimination des déchets de chantier de l'ensemble des lots, conformément à la législation en vigueur et au SOPRE. Il

coordonne la mise en œuvre des différents SOPRE notamment dans la mise à disposition des bennes de stockage (ou autres dispositifs) et leur rotation ;

Lorsque le chauffage du chantier est nécessaire à la bonne exécution des travaux, les frais afférents font l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître d'ouvrage et les titulaires des divers corps d'état intéressés.

C. Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par les dispositions qui précèdent sont inscrites à un compte spécial dit "compte prorata" établi, géré et réglé par les titulaires.

Le titulaire **du lot n°01 - Etanchéité** procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa ; mais il peut demander des avances aux autres titulaires. Il effectue en fin de chantier la répartition desdites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque titulaire.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence ***I*** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

| Index | Désignation |
|--------------|--|
| BT08 | Plâtre et préfabriqués |
| BT27 | Fermeture de baies en aluminium |
| BT38 | Plomberie sanitaire (y compris appareils) |
| BT41 | Ventilation et conditionnement d'air |
| BT42 | Menuiserie en acier et serrurerie |
| BT47 | Electricité |
| BT49 | Couverture et bardage en tôle d'acier nervuré avec revêtement d'étanchéité |

Ces index sont publiés :

– sur le site internet de l'INSEE

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

| Désignation des lots | Index | Prix |
|-----------------------------|--------------|-------------|
|-----------------------------|--------------|-------------|

| | | | |
|---------------|---|-------|-----------------------|
| Lot 01 | Etanchéité | BT 49 | Tous les prix |
| Lot 02 | Menuiseries extérieurs en aluminium | BT 27 | Tous les prix |
| Lot 03 | Bardage métallique | BT 49 | Tous les prix |
| Lot 04 | Plafonds suspendus | BT 08 | Tous les prix |
| Lot 04 | Electricité courants forts et faibles | BT 47 | Tous les prix |
| Lot 05 | Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) | BT 38 | 70% du montant du lot |
| | | BT 41 | 30% du montant du lot |

Par dérogation aux articles 13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, **autres que de dédit ou d'attente.**

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

3-3.4. Modalités de révision des prix

La révision de prix est calculée par tranche de travaux pour les lots concernés.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,10 + 0,90 \times (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Dans tous les cas, le coefficient de révision se calcule avec quatre décimales. Le résultat est arrondi à trois décimales supérieures.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que

la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

3-4.1. Désignation de sous-traitants

L'entreprise peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sauf sur les parties essentielles du contrat (art 2 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et art 2.2 de l'acte d'engagement) à condition d'avoir obtenu, préalablement, du Maître d'ouvrage, l'acceptation de tout sous-traitant proposé et l'agrément de ses conditions de paiement. Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, tout sous-traitant accepté, bénéficie obligatoirement du paiement direct par le Maître d'ouvrage. Dans tous les cas, l'entreprise (titulaire) demeure toujours personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Pour chaque sous-traitant proposé au moment du dépôt de l'offre, dans les conditions stipulées au décret 2016-360, article 134-1°), les modalités sont arrêtées à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Pour chaque sous-traitant proposé après le dépôt de l'offre, dans les conditions stipulées au décret 2016-360, article 134 – 2°) et 3°), les modalités sont définies ci-après.

Au plus tard un mois avant le début prévisible de l'intervention d'un sous-traitant envisagé, **l'entreprise** (titulaire) **remet** contre récépissé au Maître d'œuvre ou lui adresse par lettre recommandée, **avec demande d'avis de réception, une demande constituée par un projet d'ACTE SPECIAL, signé par elle, entreprise (titulaire) et indiquant :**

- a) La nature des prestations prévues sous-traitées,
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant des prestations, prévu par le projet de contrat de sous-traitance, et, s'il y a lieu, le montant maximum qui serait à verser par paiement direct du Maître d'ouvrage au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant proposé.

Pour être recevable **un projet d'ACTE SPECIAL doit IMPERATIVEMENT être accompagnée :**

- 1°) **dans tous les cas**, d'une déclaration du sous-traitant proposé indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics,
- 2°) **s'il doit y avoir paiement direct et si cette sous-traitance**, en cours de marché, **n'avait pas été prévue à l'acte d'engagement, article 3**, d'un justificatif qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, c'est-à-dire :
 - soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui a été délivré à **l'entreprise** (titulaire),
 - soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

S'il y a accord du Maître d'ouvrage sur cette sous-traitance, il signe le projet d'acte spécial puis le

notifie à l'entreprise.

Sous le contrôle du Maître d'œuvre, **aucun sous-traitant n'est accepté sur le chantier :**

- **sans acceptation préalable du Maître d'ouvrage**, c'est-à-dire acte spécial signé puis notifié à l'**entreprise** (titulaire),
- **ET sans que le PPSPS** de ce sous-traitant n'ait été visé par le Coordonnateur santé-sécurité.

Autant que nécessaire, le Maître d'œuvre a, au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage, pouvoir et obligation de donner ordre d'évacuer le chantier à toute entreprise identifiée et sans lien avec le Maître d'ouvrage c'est-à-dire ni titulaire d'un marché, ni sous-traitante agréée.

Voir les stipulations des articles 3.4.1 et 8-5.3 du présent CCAP.

3-4.2. Modalités de paiement direct

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro **après accord du Rectorat** le cas échéant pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 13.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Si c'est le cas, Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.
- **Pour les travaux relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts, il sera obligatoirement inscrit sur la facture du titulaire la mention « autoliquidation de la part de TVA du sous-traitant » et sur la facture du sous-traitant la mention « autoliquidation de la part de TVA », la TVA étant due par le titulaire.**

3-5. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 15.4.2 et par dérogation à l'article 15.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

Dans ce cas, l'entreprise est tenue d'établir un devis chiffré (en valeur marché) et le soumettre au Maître d'œuvre. Par dérogation aux 14.4, 14.5 du CCAG, aucun prix provisoire ou prix d'attente ne sera utilisé.

Le Maître d'œuvre doit établir tout projet d'avenant, dûment signé par l'entreprise concernée, puis le transmettre au Maître d'ouvrage. Chaque proposition est établie suivant un modèle fourni par le Maître d'ouvrage ; elle est accompagnée du devis chiffré de l'entreprise et des pièces explicatives nécessaires (plans, schémas, rapport de justification...).

Après proposition du Maître d'œuvre au Maître d'ouvrage, et en cas d'acceptation par celui-ci, tout avenant ou tout marché complémentaire doit avoir été notifié à l'entreprise avant tout début d'exécution des prestations en cause. Ce marché ne pourra pas donner lieu à décision de poursuivre.

Par dérogation de l'article 15.3 du CCAG, il n'y a pas d'indemnité du fait du dépassement des seuils indiqués à cet article.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Délai de préparation et d'exécution

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-après.

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, la durée de la période de préparation pour chacune des tranches optionnelles est de **1 mois**.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est fixé à **l'article 3 de l'acte d'engagement** hors période de préparation, par dérogation à l'article 19.1.1 du CCAG.

Ce délai comprend :

- Les congés payés et légaux.
- 10 jours d'intempéries réputées prévisibles
- 5 jours d'examens universitaires (avec un délai d'information préalable minimum de 10 jours)

4-1.1. Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au DCE.

4-1.2. Calendrier détaillé d'exécution

- A.** Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de l'OPC après consultation des titulaires des différents lots.
- B.** Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

- C. Pour chacun des marchés le délai de 6 mois prévu à l'article 46.2.1 du CCAG est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres à chaque lot, dates fixées par l'ordre de service visé à l'article 3 de l'acte d'engagement.
- D. Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.
- E. Le calendrier initial visé en A, éventuellement modifié comme il est indiqué en D, est notifié par un ordre de service à tous les titulaires.

4-2. Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du de l'article 19.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

La prise en compte de ces intempéries pour justifier d'une éventuelle prolongation de délai ne sera possible qu'au vu d'un récapitulatif des constatations faites dûment justifiées et déclarées auprès des caisses et à condition qu'elles aient effectivement entravé l'exécution du lot concerné.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Par dérogation au second alinéa de l'article 19.2.2 du CCAG, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le Maître d'Oeuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

Par dérogation à l'article 46.2.2 du CCAG, le titulaire du marché ne peut pas bénéficier d'une indemnité en cas de suspension du chantier de moins de 6 mois cumulés ou non.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué aux 4-1.2 A et D ci-dessus.

A. Retard sur le délai d'exécution propre au lot concerné

Il est fait application de l'article 20.1 du CCAG.

B. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque titulaire sur le chantier

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, le titulaire encourt une retenue journalière de 1/2000^e du montant du marché avec un minimum de 150 € / par jour de retard.

Cette retenue est recalculée et transformée en pénalité, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou

provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

C. Retard sur le délai accordé pour lever une ou plusieurs réserves,

Retard dans la levée des réserves suivant le délai fixé dans les décisions de réception : 150 € / jour de retard.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 20.1.1 et 20.1.2 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

Toutes les pénalités sont applicables par jour calendaire, ne sont pas soumises à TVA (forfaitaires applicables après calcul de l'acompte) et non révisables par dérogation à l'article 20.1.4 du CCAG. Elles sont définitives.

Elles s'appliquent sur simple constatation du maître d'œuvre. L'OPC tiendra à jour un décompte des pénalités.

- a) retard dans l'installation de chantier : 100 € / jour de retard.
- b) défaut de fermeture du chantier : 100 € / infraction constatée.
- c) non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale du chantier ; pour chaque infraction constatée : 150 € / jour de retard.
- d) non remise en place des sécurités collectives : 200 € / jour de retard.
- e) défaut de signalisation ou de protection efficace avec éclairage diurne et nocturne lors des travaux sur le domaine public et celui de l'établissement : 100 € / jour de retard.
- f) bruit de chantier au-delà de la limite prescrite: 100 € / infraction.
- g) dépôt de matériel, matériaux, terre, gravois, absence de traçabilité, déchets de chantier en dehors des zones prescrites: 150 € / infraction et par jour de retard.
- h) retard dans la remise ou la diffusion de document nécessaire à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plan d'exécution, note de calculs, fiches techniques, études de détails, plans de synthèse, procès-verbaux de conformité des matériels, etc) ; par document : 150 € / par jour de retard.
- i) retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix pour ouvrage non prévus : 100 € / jour de retard.
- j) retard dans la présentation chantier des échantillons de matériels, matériaux et équipements de construction : 100 € / jour de retard.
- k) retard dans le nettoyage de chantier : 300 € / par jour de retard / entreprise concernée.
- l) retard dans l'évacuation des déchets hors du chantier : 100 € / jour de retard.
- m) absence à une réunion d'étude et de coordination, visite de chantier, inspection commune SPS : 100 € / réunion. (Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visite pourra être assimilé à une absence).
- n) non-respect du délai de fourniture du PPSPS : 150 € / jour de retard.
- o) non-respect des dispositions prévues pour la sous-traitance (y c absence d'inspection commune avant intervention) : 150 € / infraction constatée ou le cas échéant 150 € / jour de retard.
- p) non-respect des mesures sanitaires liées au COVID-19 : 100 € / infraction constatée.
- q) non-respect des consignes d'accès aux locaux : 150 € / infraction constatée

Toutes les pénalités pourront être cumulables entre elles.

Pour l'ensemble des pénalités, il est dérogé à l'article 20.4 du CCAG, les pénalités s'appliquent au premier euro

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 150€ par lot.

Si les titulaires des différents lots ont mis en place une organisation commune des installations de chantier et qu'ils ont informé le maître d'œuvre de cette organisation, la pénalité n'est appliquée qu'au titulaire du lot responsable de la gestion des installations de chantier.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 300 €.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire convoqué encourt une pénalité fixée à 150 €.

4-4.5. Clauses sociales

Sans objet.

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 150 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminués du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 10 % du montant initial TTC de la tranche pour l'ensemble des lots. **Toutefois le montant fixé à l'article R2191-3 qui conditionne le versement de l'avance doit être considéré par tranche.**

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche du lot. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution de la tranche du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche du lot atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-2.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-2.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-3. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :

Par dérogation à l'article 28.2.2 3ème alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

Pendant cette période, Maître d'œuvre, Coordonnateur santé sécurité et entreprises doivent effectuer chacun en ce qui le concerne :

- la mise au point des modalités d'organisation du chantier suivant article 3.03.06 ci-dessus,
- la mise au point du calendrier détaillé d'exécution, suivant article 4.01.02 ci-dessus, le recueil des données inter-entreprises nécessaires,
- l'établissement des plans d'exécution, notes de calculs, études de détail, études de synthèse, préalables et nécessaires à tout début d'intervention sur le terrain et leur traitement par la Maîtrise d'œuvre dans les conditions stipulées à l'article 8.03 ci-après,
- la désignation par chaque entreprise de son représentant habilité (+ un suppléant éventuel).
- Approbation par le maître de l'ouvrage du calendrier détaillé d'exécution dans les conditions prévues à l'article 28.2.3 du CCAG.
- Par les soins du responsable de l'Ordonnancement, la Coordination et le Pilotage du Chantier (OPC) :
 - Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre et le titulaire ;
 - Elaboration du calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-dessus en concertation avec le maître d'œuvre et les titulaires ;

● Par le coordinateur CSPS :

- Préparation de la déclaration préalable auprès des organismes compétents (OPPBT, DIRECT, CRAM)
- Mise au point des PPSPS,
- Recensement des référents COVID de chaque entreprise titulaire.
- Organisation du CISSCT.
- Veiller au respect des mesures sanitaires liées au COVID 19 suivant les recommandations du guide de l'OPPBTP en vigueur.

● Par les soins des titulaires :

- Etablissement et mise au point par le titulaire du lot de son SOPRE ;
- Pour les lots concernés par les clauses d'insertion sociale (cf. article 11), établissement et mise au point par le titulaire du dispositif d'insertion en lien avec le facilitateur.
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2ème alinéa du CCAG, établissement, sous la coordination du responsable de l'OPC, et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 7 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- du SOPRE ;
- **Pour tous les lots**, établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

- Les prestations incluent les études d'exécution. Une liste des documents à établir est fixée par le Maître d'œuvre pour chaque lot lors de la période de préparation.
- Pour tous les lots, veiller au respect des mesures sanitaires liées au COVID 19 suivant les préconisations du guide de l'OPPBTP mis à jour.
- Pour la **cellule de synthèse**, les entreprises doivent communiquer tout plan de chantier ou de détail nécessaire. Le maître d'œuvre est chargé de la constitution des plans de synthèse et la coordination de la cellule de synthèse le cas échéant suivant les dispositions du CCTP prescriptions communes.

Une plateforme de dématérialisation sera mise en place par la maîtrise d'œuvre pour le suivi des plans et des Visas.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés indispensables au début des travaux.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, ifc, rvt pour Revit, ppt, doc, xlsx, pour Microsoft Office sxw,

sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre, en particulier le CCTP (prescriptions communes) et les différentes pièces annexes.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

Le Maître d'ouvrage (Pouvoir adjudicateur du Marché) ne fournit pas d'autres documents (pièces écrites et plans) que ceux établis par le Maître d'œuvre et inclus dans le marché.

En dehors des plans fournis au DCE, les notes de calculs, les plans d'exécution, les spécifications techniques détaillées et les plans d'atelier, sont établies par l'entreprise, ou par des entrepreneurs de son choix, après acceptation du Maître d'ouvrage (représentant du pouvoir adjudicateur) pour ses sous-traitants.

Le maître d'œuvre est chargé d'établir et de diffuser les plans de synthèse nécessaires de toute l'opération.

La cellule synthèse peut inviter les intervenants (ENTREPRISES et CONTRÔLEUR TECHNIQUE) en cas de besoin afin d'optimiser l'avancement de la période de validation.

ATTENTION :

*- ni le Contrôleur technique, par application des règles d'ordre public applicables à sa profession,
- ni aucun membre de l'équipe (suivant 1-05 ci-dessus) de Maîtrise d'œuvre, par application des prescriptions contractuelles du marché de maîtrise d'œuvre de cette opération,
ne peuvent effectuer des études (ou toute autre prestation) pour le compte d'une entreprise.*

La fourniture d'études acceptables est une prestation due dans le cadre du présent marché (*même si cette prestation n'est pas individualisée dans le DPGF*).

Y compris les études de synthèse,

Dans le cadre de sa mission et pour l'application de l'article 29.13 du CCAG, le Maître d'œuvre doit le traitement de documents propres à l'exécution des travaux présenté par l'entreprise:

- soit VISA sans observation, qui constitue un accord pour exécuter conformément au document fourni,
- soit VISA avec observations, qui constitue un accord pour exécuter mais avec obligation d'en tenir compte des observations mentionnées explicitement,
- soit REJET avec motivations c'est à dire avec indications précises des motifs du rejet et, éventuellement des éléments à approfondir ou à revoir pour refournir un document susceptible d'obtenir un visa.

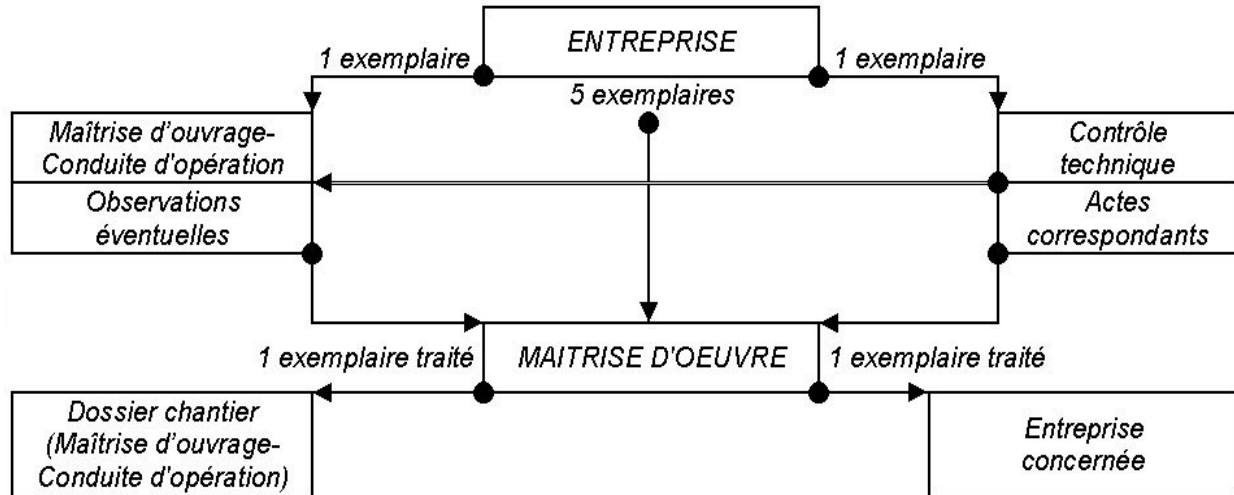
Le Maître d'œuvre dispose d'un délai de 14 (quatorze) jours à compter de la date de réception de chaque document.

L'entreprise doit également et systématiquement quel qu'en soit le contenu, diffuser ces documents au Maîtrise d'ouvrage (service chargé de l'assistance). La diffusion de tout document fourni par l'entreprise doit, sous le contrôle du Maître d'œuvre, se faire suivant le schéma ci-après. En outre,

cette prestation inclut la fourniture par une entreprise à d'autres entreprises des documents nécessaires à ces dernières, suivant directives du Maître d'œuvre en réunions de chantier.

L'entreprise doit fournir tout document soumis à traitement au plus tard 20 (vingt) jours avant la date échéance qui s'impose à elle pour respecter le calendrier d'exécution (*partie prestations travaux, exemple : date de commande à un fournisseur*).

L'entreprise s'expose à des pénalités pour tout retard ou absence de production de documents (plans, PV, notices, fiches, etc)



Les conséquences de l'absence (éventuelles) d'études complètes visées en temps utile sont supportées par l'entreprise. Sa prestation inclut en effet la fourniture d'études techniquement acceptables (*en respectant les normes citées comme références*).

Un document non diffusé simultanément (*et en nombre d'exemplaires exigés*) à tous les intervenants mentionnés est considéré inexistant, jusqu'à diffusion complète.

Le « dossier chantier » contenant les documents traités en cours de chantier est tenu à jour et conservé par le Maître d'œuvre jusqu'à la décision de réception. Il peut être consulté sur simple demande, par l'un ou l'autre des intervenants. Il reste la propriété du Maître d'ouvrage (représentant du pouvoir adjudicateur).

Synthèse : Durant la réunion de chantier, le maître d'œuvre organise la réunion qui a pour but de finaliser les interventions de plusieurs lots sur un point singulier et le diffuse aux entreprises et intervenants concernés (OPC, contrôle technique, MOA).

8-3. Réunions de chantiers

Pendant toute la durée du chantier, c'est-à-dire jusqu'aux opérations préalables à la réception, le Maître d'œuvre doit organiser et diriger une réunion hebdomadaire de chantier avec les entreprises, y compris visite du chantier.

Dans le respect des éventuelles consignes gouvernementales, le rythme hebdomadaire fixé pour ces réunions ne peut être interrompu, pour quelque motif que ce soit. Quel que soit le contenu de la mission de la Maîtrise d'œuvre, la réunion de chantier est unique.

Les participants autorisés aux réunions de chantier sont :

- le représentant habilité de la Maîtrise d'œuvre (*cf article 1-3.3 ci-dessus*) et ses assistants-spécialistes éventuels placés sous son autorité,
- l'OPC,
- le représentant habilité de chaque entreprise (*sauf demande exceptionnelle du Maître d'œuvre ou du Coordonnateur santé sécurité, les entreprises sous-traitantes ne sont pas admises, étant rappelé que chaque entreprise titulaire reste seule responsable à l'égard du Maître d'ouvrage*).

- le Coordonnateur santé-sécurité qui, la réunion restant dirigée par le Maître d'œuvre, y intervient librement pour tous les sujets concernant sa mission.
- Le Maître d'ouvrage (représentant du service des constructions),

Peuvent assister aux réunions de chantier,

- Les interlocuteurs désignés par la Maîtrise d'œuvre
- Le contrôleur technique.
- L'exploitant utilisateur (chef d'établissement ou son représentant)

Ils ne peuvent intervenir en réunions de chantier que sous le contrôle du Maître d'œuvre.

Chaque réunion de chantier fait l'objet de deux compte-rendus écrits distincts, transmis par courriel expédiés au plus tard le 2^{ème} jour ouvrable qui suit la réunion :

- établi par le Maître d'œuvre d'une part et par l'OPC d'autre part,
- diffusé à tous les intervenants dans l'opération :
- chaque entreprise ayant un marché avec le Maître d'ouvrage (Pouvoir adjudicateur du Marché),
- Coordonnateur santé sécurité,
- Maîtrise d'ouvrage (PA et service chargé de l'assistance),
- Contrôleur technique,
- Exploitant et Utilisateurs (*chefs d'établissements*).
- traitant de toutes les missions (*DET, OPC, EXE, AOR*) confiées à la Maîtrise d'œuvre et l'OPC en phase TRAVAUX
- mentionnant les (*éventuelles*) entreprises absentes bien que convoquées et les (*éventuels*) montants de pénalités pour absences depuis le début du chantier (*cf. article 4-06 ci-dessus*),
 - indiquant les entreprises convoquées à la réunion suivante (*sauf précision explicite, une entreprise est convoquée pour l'heure de début de réunion*).

Pour les sujets le concernant, le Coordonnateur santé-sécurité établit son propre compte-rendu, et dans les mêmes conditions.

Dans tous les cas, les directives, précisions, contenues dans un compte-rendu sont réputées rester dans le cadre des obligations incombant à l'entreprise par application des clauses du marché. En cas de contestations dans ce domaine, l'entreprise est tenue de les formuler pour la réunion suivante, par lettre au Maître d'œuvre, avec copie au Coordonnateur santé sécurité, à la Maîtrise d'ouvrage (PA et service chargé de l'assistance).

Les date et heure de réunion de chantier seront fixées en lien avec l'OPC, par le Maître d'œuvre, pendant la période de préparation de chantier.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 31.1.2 du CCAG, l'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître d'ouvrage :

- Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux :
- Les installations, matériels, fluides et énergie, ci-après désignés, sont à la disposition du titulaire pour l'exécution des travaux :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandée par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

E- Mesures sanitaires particulières

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions à sa charge pour respecter les lois relatives à la gestion de crises sanitaire. L'utilisateur (ENSAM) peut mettre en place des procédures et/ou des moyens sanitaires contraignants pour tous les intervenants lorsque la gravité des risques de contamination en lien avec l'exercice des activités qui y sont pratiquées le justifie, au regard notamment de la densité de population.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation à l'intérieur du site ENSAM.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressants la circulation des véhicules et des piétons au droit des travaux est réalisée, sous le contrôle de l'ENSAM, par l'entreprise titulaire du lot 01(Etanchéité).

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

A la demande du titulaire, et avec l'accord du maître d'œuvre, les communications à travers le site des travaux peuvent être restreintes dans les conditions suivantes :

8-4.6. Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8-5. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par celui-ci à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par celui-ci à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au CCTP et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG ,

- Chaque tranche fait l'objet d'une réception partielle à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;
- La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots pour chaque tranche ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;

Le titulaire du **lot n°01 - Etanchéité** est chargé d'aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

La réception des ouvrages désignés ci-après :

Prototype ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

La prise de possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages sera précédée d'une réception

partielle dans les conditions suivantes :
- Établissement d'un état des lieux contradictoire

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les prescriptions de maintenance ;

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

9-6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire du **lot 01 - Etanchéité** garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur la toiture terrasse pendant un délai de **5 ans** à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 46.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.

- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 46.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 46.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

| | | |
|--------------|---------------------|--------------------------------|
| CCAP 1-3.8 | déroge à l'article | 3.2.1 du CCAG |
| CCAP 1-6.3.4 | déroge à l'article | 9.2 du CCAG |
| CCAP 2 | déroge à l'article | 4.1 du CCAG |
| CCAP 3-1.1 | déroge à l'article | 19.3 du CCAG |
| CCAP 3-2.3 | déroge aux articles | 15-4.2 et 15.4.3 du CCAG |
| CCAP 3-2.5 | déroge aux articles | 13.4.2 et 13.4.4 du CCAG |
| CCAP 3-2.6 | déroge aux articles | 13.2.2 et 13.4.4 du CCAG |
| CCAP 3-2.8 | déroge aux articles | 37.2 du CCAG |
| CCAP 3-3.3 | déroge aux articles | 13.2.1, 20.1.4 et 20.2 du CCAG |

| | | |
|------------|---------------------|-----------------------------|
| CCAP 3-5 | déroge aux articles | 15.3, 15.4. et 14.5 du CCAG |
| CCAP 4-1 | déroge à l'article | 19.1.1 du CCAG |
| CCAP 4-2 | déroge aux articles | 19.2.2 et 46.2.2 du CCAG |
| CCAP 4-3.1 | déroge à l'article | 20.1 du CCAG |
| CCAP 4-4 | déroge aux articles | 20.1.4 et 20.4 du CCAG |
| CCAP 6-2.1 | déroge à l'article | 27.3.1 du CCAG |
| CCAP 8-1 | déroge à l'article | 28.2.2 du CCAG |
| CCAP 8-2 | déroge à l'article | 29.1.4 du CCAG |
| CCAP 9-2.1 | déroge aux articles | 41.1 à 41.3 du CCAG |
| CCAP 10 | déroge à l'article | 46.3.1 du CCAG |
| AE 3-1 | déroge à l'article | 19..1 du CCAG |

b) Normes françaises homologuées

c) Autres normes